



# Presse Internationale

n°42 – octobre 2006 - 1€ (soutien 2€)

## LIT-QI

LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - IV INTERNATIONALE  
EN BELGIQUE

www.litci.org - lital.be@tiscali.be

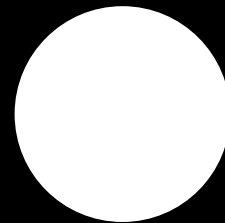
« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'élan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

Le 8 octobre, les travailleurs  
n'ont pas d'autre choix p.3



## Votez blanc



### Liban :

Des troupes  
au secours  
de l'Etat  
sioniste p.5

**MANIFESTATION  
DES SANS-PAPIERS**

*pour la libération des  
occupants de l'église  
d'Anderlecht*

**mercredi 25/10  
19h**

Place Van Meenen

**Aussi dans ce numéro :**

Edito : Elections - p.2

Brésil :

Elections - p.7

Conlutas - p.12

Sans-papiers :

Où en est-on ?- p.13

Tortures en Belgique - p.16



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

## Participer aux élections

**« Lorsqu'on décide de participer aux élections, il faut toujours indiquer clairement le but que l'on poursuit. La tâche principale ou plutôt préliminaire de l'Opposition est de briser le mur entre nous et la classe ouvrière communiste organisée et de gagner la confiance des ouvriers révolutionnaires. »**

Voilà ce que disait Trotsky en juillet 1930.

Au deuxième congrès de l'Internationale Communiste, Lénine a fait une intervention sur ce thème : *« Le parlement est un produit du développement historique, que nous ne pouvons éliminer tant que nous ne sommes pas suffisamment forts pour dissoudre cette institution bourgeoise. Ce n'est qu'en en faisant partie que l'on peut, partant des conditions historiques données, lutter contre la société bourgeoise et le parlementarisme. Le moyen dont la bourgeoisie se sert dans la lutte doit être aussi utilisé par le prolétariat, dans des buts tout autres évidemment. »* (Discours sur le parlementarisme, 02/08/1920)

Notre participation aux élections ne peut pas constituer un but en soit, ni le fait d'avoir des élus. Ce n'est pas eux qui vont assurer nos victoires. Nous sommes convaincus que nos victoires viendront seulement de nos luttes, de la mobilisation unitaire des travailleurs, une mobilisation à la base, pour l'emploi, pour l'augmentation des salaires, pour la réduction du temps du travail, pour l'accès à la santé, à l'enseignement, etc.

Les conditions de travail ne font que s'aggraver, la flexibilité et l'intensification du travail augmentent, nos salaires ne suivent plus l'inflation, et notre pouvoir d'achat ne fait que diminuer. Le chômage augmente et se sont ceux qui perdent leur boulot, qui risquent d'être sanctionnés. Et ce n'est pas en changeant ou non de bourgmestre, ou que l'échiquier politique au niveau fédéral soit modifié, que les travailleurs « sans papiers » seront régularisés.

Peu importe qui sera élu dans les différentes communes du pays, cette situation ne changera pas pour nous.

Toutefois, les élections communales et pour les autres instances de la bourgeoisie sont souvent l'occasion d'une discussion politique plus intense parmi les travailleurs. D'autre part, l'élection de parlementaires des organisations révolutionnaires permet de disposer d'une tribune pour diffuser notre programme. Cela peut donc justifier la tactique de participer à ces élections et d'y faire campagne.

Les élections au Brésil, où la section de la LIT, le PSTU, a un certain poids, sont une occasion de préciser comment intervenir concrètement sur ce terrain (voir p. 7 dans cette édition). Pour arriver à un accord électoral avec le PSOL - une formation avec laquelle nous avons beaucoup de divergences - le PSTU y a renoncé aux candidatures propres à la présidence et vice-présidence, mais sous deux conditions qui ont été acquises dans les pourparlers : nulle part, aucun accord avec un parti de la bourgeoisie, même pas au niveau régional, et un programme qui propose une rupture avec l'impérialisme, où le PSOL renonce à sa proposition de « révolution démocratique ».

Dans les élections, il ne s'agit pas, bien sûr, de vouloir faire « concurrence » à la bourgeoisie sur la scène électorale ou de se comparer par rapport à leurs partis. Il s'agit de profiter de cet espace politique pour diffuser les luttes des travailleurs et pour faire connaître notre programme, un programme qui doit être au service de ces luttes, tout comme nos publications. Les élections ne sont pas notre terrain de lutte. Nous menons le combat dans la rue, dans nos quartiers, sur notre lieu d'étude et de travail, dans les entreprises, etc.

A l'occasion de ces élections communales du 8 octobre, c'est dans le sens tracé par Lénine et Trotsky que nous voulons y participer. Ci-contre, nous détaillons les raisons pour lesquelles cette participation doit se manifester par un vote blanc.

### Votez blanc

Les élections pour les instances de la bourgeoisie ont toujours été l'occasion d'un débat plus politique dans toute la population et parmi les travailleurs. C'est le cas aussi pour les élections communales du 8 octobre 2006. C'est une occasion dont nous voulons profiter, comme toujours, pour avancer dans la diffusion de nos propositions pour les travailleurs, dans la diffusion de notre programme.

Il est hors de question, évidemment, de participer à la surenchère des grands partis de la bourgeoisie pour y trouver « le moindre mal », puisqu'ils n'ont rien à offrir aux travailleurs. Il s'agit non seulement des partis libéraux (MR) et celui de la démocratie chrétienne (cdH), mais c'est le cas aussi du parti qui porte encore le nom du « socialisme », le PS. Dans ce dernier, on y trouve par exemple Vande Lanotte, champion de la discrimination des travailleurs selon le lieu de naissance : « *La politique des étrangers est caractérisée par le réalisme et la prévention - mieux vaut prévenir que guérir. C'est uniquement*

*possible en démontrant que l'immigration illégale ne paie pas. Ceci est répressif à l'égard de la personne en question, préventif à l'égard de toute autre personne ayant des projets similaires. Dans ce sens, la politique est dissuasive. Toutes les mesures répressives ont la prévention comme objectif.* »<sup>1</sup> C'est le cas aussi du parti qui prétend défendre l'écologie (ou faire de l'« écologie politique ») comme celui de Jean-Michel Javaux, qui défend tout d'abord Vande Lanotte : « *On doit identifier en Flandre les traceurs de lendemain, les jeteurs de ponts. Moi, j'en vois un, Johan Vande Lanotte.* »<sup>2</sup> On veut bien défendre les arbres et l'environnement mais pas la ressource la plus importante, les êtres humains matraqués par la police et emprisonnés dans des centres fermés.

La présentation de candidats « progressistes » sur ces listes n'y change rien. Ce n'est qu'en rompant avec ces partis que la cause des travailleurs pourra avancer.

On nous dira peut-être qu'il faut voter pour des « partis démocratiques » pour enrayer l'avancée de l'extrême droite, mais nous constatons depuis longtemps que la politique *proclamée* par le VB est *exécutée* par ces partis, qui dans les faits appliquent le *slogan* « *Eigen volk eerst* » (notre peuple d'abord) quand ils font des *lois* contre les étrangers.

A d'autres occasions, nous avons insisté sur le fait que les travailleurs doivent avoir des dirigeants politiques indépendants de la bourgeoisie et de ses appareils. Nous avons alors appelé à voter pour des listes comme la Liste Maria ou la liste DEBOUT, et même des listes présentées par des partis comme le PTB, avec lequel toutefois nous n'avons jamais omis de manifester nos divergences. La raison était l'accord sur deux ou trois principes fondamentaux tels que l'opposition intransigeante à l'invasion et l'occupation impérialiste de l'Irak, et la promotion des luttes

ouvrières, manifestée dans des points de programme et des candidatures de dirigeants syndicaux sur ces listes. Par après, nous avons insisté sur la continuité de l'initiative de la Liste Maria, alors que le bilan du PTB considérait que cela avait été une erreur de promouvoir cette Liste et qu'il fallait retourner aux listes mieux identifiées avec le parti.

Actuellement, nous devons malheureusement constater que, pour les travailleurs, aucun parti ne présente une issue réellement de classe dans ces élections communales.

Des divergences importantes sur des thèmes de politique internationale comme le soutien à la politique de Lula au Brésil<sup>3</sup> ne serait pas une raison pour ne pas soutenir une liste du PTB. Mais la politique qui défend l'ingérence militaire de la bourgeoisie belge au Liban et au Congo est un tournant à droite que nous ne pouvons cautionner d'aucune manière.

**« Les dirigeants syndicaux font de la politique, pourquoi n'en ferions-nous pas nous-mêmes? Mais, bien sûr, nous défendons une tout autre politique, nous allons continuer à défendre et organiser les gens. Depuis le Parlement, on a encore plus d'audience, par exemple, lorsqu'on lance un appel à la grève générale. Ou pour faire cesser les transports d'armes des Américains. »**

Maria Vindevoghel,  
avril 2003

**« Nous invitons les Nations Unis à prendre contre l'Etat d'Israël toutes les sanctions prévues par la Charte. »**

Selma Benkhefifa, avocate du PTB, qui défend l'intervention de l'UNIFIL (ONU) et de l'armée belge au Liban.  
(Solidaire 6/9/2006)

D'autre part, les conflits pendant déjà de longues années - que ce soit la grève de Splintex ou la grève générale - ont montré le rôle néfaste joué par les hautes directions syndicales, et l'absence systématique de toute critique les concernant dans *Solidaire* (le journal

du PTB) ne peut être interprétée autrement que comme une connivence avec ces hautes directions.

La politique du PTB concernant le secteur le plus exploité de notre classe, les sans-papiers, se limite à revendiquer une loi avec des « critères clairs et permanents », semant l'illusion réformiste que la solution pour les sans-papiers viendrait du parlement ! La douloureuse expérience des négociations des derniers mois au parlement prouve cependant le contraire. Ce sont les nombreuses manifestations des sans-papiers qui font avancer la lutte. Mais si en 2005, le PTB invitait encore à participer à la Marche en commémoration de la lutte de Sémira Adamu,<sup>4</sup> en 2006 il ne la mentionne même pas dans sa presse. En plus, le PTB prône uniquement des « critères » de régularisation, sans mettre en question le principe même de l'illégalité par lieu de naissance. On est loin de la conception de Marx selon laquelle « *les travailleurs n'ont pas de patrie* ».

D'autre part, le PTB félicite les hautes directions syndicales pour leur « soutien » aux sans-papiers, alors que ceux-ci n'ont jamais pris l'initiative d'aucune mobilisation pour la défense des droits de ce secteur le plus exploité. Et il rejette systématiquement le mot d'ordre de l'UDEP scandé lors des manifestations de la grève générale en octobre 2005 : « *Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs* », et le remplace par un slogan humanitaire « *Nous ne sommes pas dangereux, nous sommes en danger* ». On est de nouveau loin de la conception de Marx :

« *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

D'ailleurs, c'est l'éditorialiste du PTB (*Solidaire*, 27/09/06) qui le dit :

**« le PTB n'est plus le plus grand des petits partis [des travailleurs], mais le plus petit des grands [de la bourgeoisie] ».**

C'est un parti ou « *les candidats qui font la différence* » sont par exemple Miss Bruxelles dont *Solidaire* vante « *au delà de sa beauté indéniable, le caractère bien trempé de ce petit bout de femme* [sic] ». Tout cela nous confirme que nous ne pouvons pas inviter les travailleurs à voter pour les listes du PTB.

D'autres partis de la gauche radicale présentent des listes. Nous ne pouvons toutefois cautionner un parti comme le MAS/LSP qui défend ouvertement l'Etat sioniste d'Israël et n'hésite pas à mettre sur le même pied d'égalité cet Etat colonialiste agresseur avec une organisation comme le Hamas qui dirige la lutte du peuple palestinien, ou le Hezbollah, qui a su diriger la lutte du peuple libanais vers la victoire contre l'armée la mieux équipée de la région : « *Les politiciens israéliens et palestiniens actuellement au pouvoir ne sont pas disposés à créer les conditions matérielles de la paix* ». <sup>5</sup> Nous n'avons jamais cessé de manifester nos divergences politiques avec le Hamas ou le Hezbollah, mais nous considérons, avec Marx, « *qu'un peuple qui en*

*opprime un autre, forge lui-même ses propres chaînes* ».

D'autre part, nous ne pouvons pas souscrire une politique qui, sous prétexte de construire un grand parti des travailleurs, et d'avoir comme stratégie un relais au parlement, abandonne l'orientation essentielle d'indépendance de classe. Si la lutte contre le pacte de solidarité est entrée dans une impasse après les grèves générales, ce n'est pas par l'absence d'un député qui défend notre cause au parlement, mais bien par la direction bureaucratique des syndicats. Le MAS/LSP revendique pour ce « parti des travailleurs » l'exemple de la formation dirigée par Oscar Lafontaine en Allemagne, la WASG, qui a dans son programme la baisse du salaire minimum.<sup>5</sup>

L'initiative pour « Une Autre gauche » ne présente pas de candidats pour ces élections, mais une des principales forces de ce rassemblement qui se veut « *à gauche du PS et Ecolo* », le POS, recommande de voter ses candidats... sur les listes d'Ecolo et de Groen !

Malheureusement, les travailleurs n'ont pas une alternative de classe sur les bulletins de vote ce 8 octobre, et cela nous mène à proposer de voter blanc.

<sup>1</sup> Commission de l'Intérieur du Sénat chargée de l'évaluation de la loi de juillet 1996 sur les étrangers, dite « loi Vande Lanotte ».

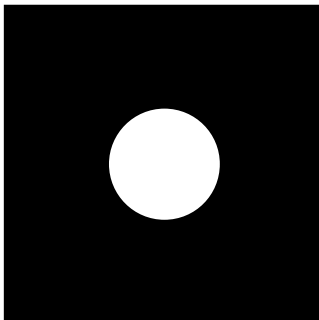
<sup>2</sup> Le Soir 14/09/2006

<sup>3</sup> *Solidaire*, 20/09/2006

<sup>4</sup> *Solidaire*, 07/09/2005

<sup>5</sup> Voir PI n°34

**Le 8 octobre,  
pour les travailleurs,  
l'option de classe est de :**



**Votez blanc !**

## Des troupes belges au secours de l'Etat sioniste

Le mercredi 27 septembre, l'armée belge d'occupation a commencé son débarquement au Liban.

Dans le cadre de ses « engagements internationaux », un premier contingent d'un total de 400 soldats est parti, sous l'égide de l'ONU, pour reprendre le contrôle sur un pays qui était parvenu à se libérer de l'occupation israélienne. Selon Verhofstadt, c'est un « engagement proportionnellement énorme au Liban ». <sup>1</sup> En effet, la Belgique fait bien plus que la France ou l'Allemagne, et à peine moins que l'Italie.

Pays	Soldats	Soldats / millions d'hab.
Malaisie	1000	50
Italie	2450	43
<b>Belgique</b>	<b>400</b>	<b>40</b>
France	2000	34
Allemagne	2400	29
Espagne	1100	27
Bangladesh	1500	12
Indonésie	1000	5
Chine	1000	1

On nous dit que c'est pour y construire des hôpitaux, comme si le Liban ne disposait pas d'assez de maçons, d'ingénieurs, d'architectes et de médecins pour se charger de cette tâche. On crie au scandale, à juste titre, quand Halliburton rafle les contrats pour s'occuper de la « reconstruction » de l'Irak. Et ici c'est la même chose, mais il s'agit de la Belgique. Pour aider le peuple libanais, les aides financières qu'il suffirait de leur donner serait bien moindres que ce que coûteront ces hôpitaux made in Belgium. Intérêt des partons belges oblige.

On nous dit que c'est pour y enlever les mines et certains ajoutent qu'il faudrait envoyer la note pour cela à l'Etat d'Israël. Mais ne serait-il pas beaucoup plus efficace de demander directement à l'Etat sioniste d'enlever ces engins meurtriers, lui qui sait où il les a disséminés ?

Comme disait Lénine, s'inspirant de Clausewitz, la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Et la politique de la Belgique est de défendre

Israël contre le Liban, la Palestine et autres guerres de libération nationale. L'armée belge a participé en mai 2006 à des exercices conjoints avec Israël dans la Mer Méditerranée (Spring Flag 06-Volcanex 2006). La Belgique est un des principaux partenaires commerciaux d'Israël. Quand il y avait une menace de persécution judiciaire contre Sharon, le bourreau de Sabra et Chatila en 1982, la Belgique a simplement changé la « Loi de compétence universelle » (février 2003) pour éviter cet inconvénient à un Etat ami.

### L'impérialisme se réorganise

Un peu partout dans le monde, des peuples réagissent et se battent contre l'impérialisme. Voilà pourquoi, actuellement, les dépenses militaires flambent dans le monde. Elles dépassent maintenant le montant maximal atteint pendant la Guerre froide, 835 milliards d'euros, près de 15 fois le volume de l'aide internationale « au développement ». <sup>2</sup> Les Etats-Unis dominant toujours de loin cet « effort » mais étant donné le borbier en Irak, ils doivent de plus en plus pouvoir compter sur leurs amis. Il ne s'agit pas seulement de milliards de dollars. « *Au contraire des Etats-Unis, les pays européens sont "acceptables par toutes les parties" dans la région* » disait De Gucht à propos du Liban. Et en plus, selon le ministre belge, c'est « *une chance pour l'Union européenne de trouver un pôle politico-diplomatique au Proche-Orient.* » <sup>3</sup>

Les perdants de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne et le Japon, qui pendant des années avaient dû s'abstenir d'envoyer des troupes hors du pays, sont à nouveau admis à participer dans ces guerres dites « de maintien de la paix ». En 1999, après plus de cinquante ans d'abstinence, l'Allemagne a été autorisée à envoyer des troupes au Kosovo. Maintenant elle participe à l'occupation du Liban (dans ses eaux territoriales), avec toutefois une limitation : ne pas tirer sur des embarcations israéliennes, étant donné que se serait mal interprété à cause de la mémoire de l'holocauste. Mais alors,

pour tirer sur qui ? Sur des bateaux de pêche libanais, soupçonnés de soutenir le Hezbollah ? Rappelons que l'Allemagne a décidé aussi en juin 2006 d'envoyer 780 soldats pour participer à l'occupation de la République démocratique du Congo. C'est la plus importante intervention militaire en Afrique entreprise depuis la capitulation de l'*Afrikakorps* de Hitler en mai 1943.

Le Japon s'était vu imposer en 1947 par l'occupant américain une Constitution « pacifiste », lui interdisant des interventions militaires. En vertu de ce texte, le Japon avait renoncé « *pour toujours* » à faire la guerre. Mais les besoins de l'impérialisme américain changent. Récemment, le Japon a dépêché 600 soldats en « *mission de reconstruction* » en Irak. Et le tout nouveau Premier ministre, Shinzo Abe, va maintenant modifier la Constitution à la réalité : « *Dotons-nous d'une Constitution adaptée au 21<sup>ème</sup> siècle.* » <sup>4</sup>

La Chine, après avoir restauré le capitalisme et ouvert ses portes à la recolonisation, doit aussi prouver qu'elle est bonne élève. Elle participera au « maintien de la paix » au Liban avec 1000 soldats, « *un chiffre inédit dans l'histoire d'un pays qui se contentait de forces modestes au service de l'ONU jusqu'à présent.* » <sup>5</sup>

Le peuple espagnol a élu Zapatero pour obtenir le retrait des troupes de ce pays de l'Irak, mais le même Zapatero, soutenu par *Izquierda Unida*, engage 1400 soldats en Afghanistan afin d'y remplacer des troupes yankees, et il vient de décider l'envoi de 1100 soldats au Liban.

En Italie, Prodi avait promis le retrait des troupes italiennes de l'Irak pour gagner les élections. Ce pays fournit maintenant le contingent le plus important de l'occupation du Liban et s'appête à en assumer le commandement. Le 28 juillet 2006, *Rifondazione Comunista* a voté en faveur de cette occupation, avec l'argument que l'avenir du gouvernement Prodi était en jeu et que l'Italie était obligée de participer aux

missions internationales sanctionnées par l'ONU. Dans le passé, cette formation avait voté huit fois contre l'intervention de l'Italie en Afghanistan (où l'Italie participe avec 1400 soldats à l'occupation),<sup>6</sup> mais maintenant ces « communistes » se rappellent sans doute la fameuse phrase du « socialiste » Ebert au parlement allemand en 1914 : « Wir lassen das Vaterland in der Stunde der Gefahr nicht im Stich » (nous n'abandonnons pas la patrie à son sort au moment du péril).

Finalement, le 28 septembre 2006, l'OTAN a décidé que ses activités en Afghanistan, sous le nom de Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS - commandée depuis août 2004 par le général français Jean-Louis Py) s'étendront sur tout le territoire, en y intégrant les bataillons de l'armée américaine.<sup>7</sup> Pour la première fois depuis la guerre mondiale, des troupes yankees seront mises sous le commandement d'officiers non américains.

### La Belgique fait « son devoir »

La Belgique avait un problème pour intervenir militairement dans son ancienne colonie. Après la mort de soldats belges au Rwanda, elle avait décidé en 1998 que « notre pays ne s'engagera plus dans des opérations militaires dans les pays de l'Afrique avec lesquels il a entretenu des liens coloniaux ».<sup>8</sup> Mais pour les besoins de la cause, on a trouvé la façon d'arranger cela. Il y a longtemps que la Belgique sait qu'au Congo, il suffit d'envoyer quelques officiers pour encadrer la chair à canon locale. Le contingent béninois (750 soldats) de la MONUC est formé depuis 2004 par la Belgique, dans le cadre d'un accord de coopération militaire, et la Belgique finance l'intervention en RDC de ce contingent.<sup>9</sup>

Les 600 soldats belges, envoyés initialement en Afghanistan pour

surveiller les élections (moyennant 4 avions de combat F16!), y sont déployés maintenant coude à coude avec les soldats de Bush, sous commandement de l'OTAN.

Le ministre belge de la « Défense », c'est-à-dire de la guerre, explique :



**Armoured Infantry Vehicle**  
Pour construire des hôpitaux !

« Depuis une dizaine d'années, la Belgique est éminemment présente dans les Balkans: tout d'abord en Croatie, ensuite en Bosnie-Herzégovine, en Albanie, au Kosovo et en Macédoine. Ce contingent, qui comptait initialement 1000 militaires, fût au fil des années réduit jusqu'à l'effectif actuel de 400 hommes et femmes. Ces diminutions successives font suite à la restructuration décidée dans le cadre de l'OTAN et à une internationalisation progressive des bataillons belges grâce à la participation de troupes luxembourgeoises, roumaines et ukrainiennes. »<sup>10</sup>

C'est dans ce cadre que l'armée belge vient d'acheter pour 700 millions d'euros des véhicules AIV (Armoured Infantry Vehicle). « Pour la première fois depuis sa création, la défense belge n'est plus tournée vers une guerre totale et une armée de masse. Le concept de forces médianes met en œuvre des unités rapidement projetables, bien protégées avec un armement suffisant face à un ennemi qui n'est plus à même d'aligner des moyens conventionnels

importants. »<sup>11</sup> Selon le chef de la Défense, le lieutenant-général August Van Daele, « Cette acquisition s'inscrit dans l'exécution des missions nouvelles dévolues à l'armée belge. [...] à terme, les soldats belges bénéficieront des avancées technologiques, déjà testées par l'armée américaine »<sup>12</sup> Tout cela, pour aller construire des hôpitaux, il faut bien le rappeler !

Toutes ces interventions belges et européennes sont justifiées clairement par Javier Solana dans un document intitulé *Une Europe sûre dans un monde meilleur*.<sup>13</sup> Il ne s'agit plus de guerres conventionnelles d'envergure, mais de faire face aux « menaces » telles que définies par Bush (terrorisme, armes de destruction massive, Etats voyous-délinquants, etc.).

Pour nous, ces interventions servent uniquement les intérêts de l'impérialisme, qui dictent aux gouvernements de contrôler, par la force s'il le faut, la rébellion légitime des peuples, surtout quand celle-ci se développe jusqu'à devenir une véritable lutte de libération nationale contre l'occupant, un véritable mouvement révolutionnaire du peuple opprimé.

Le gouvernement belge se range derrière ces intérêts impérialistes. Nous avons toujours choisi le camp des peuples opprimés.

<sup>1</sup> *Le Soir*, 19/09/2006

<sup>2</sup> *Le Soir*, 23/09/2006

<sup>3</sup> *Le Soir*, 26/08/2006

<sup>4</sup> *Le Soir*, 27/09/2006

<sup>5</sup> *Le Soir*, 19/09/2006

<sup>6</sup> www.wsws.org

<sup>7</sup> www.nato.int

<sup>8</sup> Note de politique générale du Gouvernement du 28 janvier 1998, lors des débats de la Commission Rwanda au Sénat.

<sup>9</sup> *Presse Internationale*, n° 40

<sup>10</sup> Intervention du Ministre de la Défense André Flahaut aux journées diplomatiques - 04/09/2003

<sup>11</sup> Pour plus de détails, voir www.mil.be

<sup>12</sup> *Le Soir*, 27/01/2006

<sup>13</sup> www.iss-eu.org 12/12/2003

**Retrait de toutes les troupes belges de l'étranger**

**Belgian go home**

**Vive la lutte de libération des peuples**

**Vive la résistance des peuples libanais et palestinien**

**La Belgique hors de l'OTAN, l'OTAN hors de la Belgique**



# Courrier International

Nous publions ici la traduction du n° 124 - octobre 2006 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale.

A voir sur [www.litci.org](http://www.litci.org)

## Le Brésil : élections et perspectives

Le 1<sup>er</sup> octobre, il y aura des élections présidentielles au Brésil. Deux faits sautent aux yeux dans la campagne électorale. Le premier est que, très probablement, Lula obtiendra sa réélection au premier tour, avec un avantage important sur son principal adversaire, Geraldo Alckmin, candidat de l'opposition bourgeoise de droite (PSDB-PFL). Toutefois, l'incidence que peut avoir sur le vote le dernier scandale de corruption, apparu il y a quelques jours et impliquant le gouvernement, n'est pas encore claire. Le deuxième fait, que nous analysons dans un article à part, est que la candidature d'Heloísa Helena, pour le Front de Gauche PSOL-PSTU-PCB, est parvenue à casser cette polarisation et est créditée d'une intention de vote qui s'est stabilisée autour de 9 %. [Un glossaire de sigles est ajouté à la fin. - NdT]

Face à cette perspective, pour beaucoup de ceux qui suivent la situation au Brésil apparaît une question inévitable : comment est-il possible que Lula puisse obtenir une réélection tellement confortable après avoir gouverné dans la continuité et l'approfondissement de la politique néo-libérale du président précédent, Fernando Henrique Cardoso, et avec les scandales de corruption auxquels il a été mêlé ?

Sur le véritable caractère de son gouvernement, Lula lui-même a déclaré, sans ambiguïté, que « *les riches, les entreprises et les banques ont gagné davantage d'argent que personne d'autre* » sous son gouvernement (Folha de São Paulo, 18/9/2006). Lula a complètement raison en cela. Par exemple, la Folha OnLine (22/02/2006) a informé que: « *les profits des cinq plus grandes banques brésiliennes ont atteint le volume record de 18,4 milliards de real en 2005 [7 milliards d'euros], le meilleur résultat historique de l'histoire du système bancaire brésilien* ».

Alors, pour répondre à cette question, il faut analyser plusieurs facteurs qui se sont combinés dans

la réalité actuelle.

### **Le succès du Front Populaire préventif**

Lula a gagné sa première élection présidentielle à la fin de l'année 2002, au milieu du processus révolutionnaire et de la grande montée des mouvements de masses qui parcourait l'Amérique Latine. Ce processus avait déjà provoqué la chute du gouvernement de Jamil Mahuad (Equateur, janvier 2000) et de Fernando de la Rúa (Argentine, décembre 2001) et la défaite du coup pro-impérialiste contre Hugo Chávez (Venezuela, avril 2002). En même temps, son triomphe a été l'expression d'un grand désir de changement du peuple brésilien, après 8 années de politiques pro-impérialistes, de privatisations et d'attaques envers les travailleurs, appliquées par Fernando Henrique Cardoso.

Dans ce contexte, l'impérialisme et la bourgeoisie brésilienne ont appliqué la politique du « Front Populaire préventif », c'est-à-dire, un gouvernement bourgeois dirigé par le principal dirigeant ouvrier du pays, et soutenu par des organisations de masses comme le PT et la CUT, afin d'éviter que le Brésil ne soit entraîné par la vague révolutionnaire latino-américaine.

Par son prestige dans la classe ouvrière et dans le peuple, Lula était celui qui avait les meilleures conditions pour le faire. En même temps, comme il a d'ailleurs déclaré dans cette campagne électorale, il était le seul qui pouvait garantir l'application de mesures centrales exigées par la bourgeoisie et l'impérialisme, comme les réformes du système de prévision sociale et du régime de travail, sans que la situation lui échappe.

Bien que, pour des raisons que nous analyserons par la suite, le gouvernement de Lula ait seulement pu appliquer une partie de ces mesures, il est certain que, jusqu'à présent, il a été couronné de succès dans son objectif d'éviter le débordement révolutionnaire des travailleurs et du peuple brésilien. En même temps, cela signifie que l'expérience des masses sur le véritable caractère de classe du gouvernement de Front Populaire est encore partielle. Voilà pourquoi elles sont disposées à lui donner la possibilité d'un second mandat.

### **La situation économique mondiale**

Un facteur important qui a aidé le gouvernement de Lula, a été le fait que l'économie mondiale a entamé,

fin 2002, une période de croissance qui subsiste encore. L'économie brésilienne a pu profiter un peu de cette croissance, quoique avec des taux bien plus bas que ceux d'autres pays du continent, comme l'Argentine ou le Venezuela. Mais dans une économie capitaliste du volume de celle du Brésil, un taux de 3 ou 4 % annuels d'augmentation du PIB s'avère plus qu'acceptable pour la bourgeoisie. Ce cadre économique mondial a favorisé spécialement une grande croissance des exportations du pays, dans des secteurs comme l'alimentation, les minéraux, les automobiles, etc.

Cela a permis au gouvernement de Lula deux choses importantes. La première a été de maintenir une relation structurellement « tranquille » avec la bourgeoisie brésilienne et avec les entreprises et les banques impérialistes, qui ont battu des records de profits. Il a payé ponctuellement la dette externe sans souffrir pour autant de grands problèmes financiers. La seconde chose est que, bien que l'inégalité sociale profonde ait été maintenue presque au même niveau dans son gouvernement (le Brésil est un des pires pays du monde dans la distribution du revenu), il a pu amortir l'attaque sur les salaires, atténuer légèrement le chômage et disposer d'importants fonds pour des politiques d'assistance.

### **Les politiques d'assistance**

Ces politiques sont destinées aux secteurs les plus marginalisés de la population. Dans le passé, elles ont été l'apanage de régimes conservateurs populistes mais maintenant elles sont soutenues officiellement par la Banque Mondiale.

En plus de maintenir quelques politiques préexistantes, comme les retraites et les pensions des petits agriculteurs, la plus importante créée par son gouvernement en 2003, comme une partie de ce qu'on appelle le "plan faim zéro", est celle appelée "bourse famille". Elle consiste en

une subvention mensuelle d'environ 36 euros à toutes les familles dont les recettes n'arrivent pas à un salaire minimal (139 euros par mois). Le montant est assez petit mais représente, dans beaucoup de cas, la seule recette qu'ont ces familles, comme complément très important à ce qu'elles obtiennent avec des activités de revenu très bas, telles que le recyclage d'ordures ou l'agriculture de subsistance. Actuellement, il y a quelques dix millions de familles qui reçoivent cette subvention, ce qui représente plus de 40 millions de personnes. D'autres politiques de ce type sont les bourses d'étude pour les enfants de familles de bas revenu, la mise à disposition de médicaments gratuits aux secteurs de maigres ressources, de petites aides aux agriculteurs petits propriétaires, etc..

Ceci a permis au gouvernement de Lula de se créer une nouvelle base d'appui social. Il s'agit d'un système de « clientèle » qui

s'assure le vote de ces secteurs qui veulent maintenir cette recette, misérable mais indispensable à leur survie. Ce n'est donc pas par hasard que Lula obtient la plus grande intention de vote dans le Nord-Est, la région la plus pauvre du pays et, en même temps, bénéficiaire de ces plans.

### **Lula n'a pu appliquer qu'à moitié les attaques contre les travailleurs**

Pendant la première moitié de son mandat, Lula a pu mener à bien une des mesures exigées par la bourgeoisie : la réforme du système de retraite des fonctionnaires. Il a dû faire face à des grèves dures et à des luttes des travailleurs de l'Etat, dont cette expérience avec le gouvernement allait devenir un des principaux points d'appui pour la construction de Conlutas. Mais sur la base d'une campagne contre les « privilèges » des fonctionnaires, il a obtenu une certaine « neutralité » du reste de la société et d'autres secteurs de travailleurs.



**« C'est le moment de voter pour  
des candidats socialistes et de lutte ! »**



Toutefois, la crise profonde que les scandales de corruption ont ouverte dans le gouvernement et dans le Congrès l'ont obligé à retarder, pour son prochain mandat, la grande attaque contre les travailleurs : la réforme du travail, qui prétend éliminer des conquêtes comme le treizième mois, réduire l'actuelle période d'un mois de vacances, réduire les indemnités pour des licenciements, assouplir les mécanismes d'embauche, etc., et la réforme syndicale qui l'accompagne, destinée à donner les pleins pouvoirs aux bureaucraties centrales au désavantage des syndicats de base. En outre, contrairement à son prédécesseur, il n'a effectué aucune privatisation importante.

Par leur lutte contre la réforme de la prévision sociale, d'importants secteurs de fonctionnaires sont déjà dans l'opposition au gouvernement de Lula et soutiendront Heloísa Helena. Mais la remise à plus tard de la réforme de travail a fait que l'expérience des travailleurs industriels et des services privés est beaucoup plus mitigée. C'est pourquoi, la majorité d'entre eux votera à nouveau pour Lula « contre la droite », bien qu'avec beaucoup de méfiance et sans les grands espoirs qu'ils avaient en 2002.

### **Un candidat adverse très à droite**

Finalement, un autre facteur en faveur de Lula sont les caractéristiques de son principal opposant, Geraldo Alckmin, candidat de la coalition PSDB-PFL. En plus d'être pratiquement inconnu hors de l'État de São Paulo, dont il a été gouverneur, Alckmin apparaît comme l'expression des secteurs les plus à droite de l'opposition et son image est liée à celle de Fernando Henrique Cardoso, haï par les travailleurs et le peuple. Précisément, la principale tactique de Lula dans la campagne électorale a été de mettre un signe

égal entre Alckmin et FHC. De manière secondaire, le fait qu'Alckmin est une personne avec très peu de charisme populaire a aussi son influence. Ce qui est certain est que sa campagne n'est jamais parvenue à prendre pied à fond ni à menacer sérieusement Lula.

### **Les perspectives**

Bien que, nous le répétons, l'impact qu'auront les derniers scandales de corruption n'est pas encore clair, la situation paraît se diriger vers un probable triomphe électoral de Lula. Dans ce cadre, il est important que nous voyions les perspectives possibles pour le Brésil dans la prochaine période.

En premier lieu, nous signalons que ce triomphe, même s'il dépasse en voix et en pourcentage celui de 2002, est très différent de ce dernier. D'abord, parce qu'il est basé beaucoup plus sur l'appui des secteurs le plus marginalisés et appauvris. Deuxièmement, comme nous l'avons indiqué déjà, la classe ouvrière le votera avec une méfiance beaucoup plus grande et sans les grands espoirs de d'alors. En 2002, c'était un vote enthousiaste et avec l'espérance que l'on pouvait « changer le Brésil ». Maintenant c'est beaucoup plus un « vote utile ».

Le prochain gouvernement de Lula essayera sûrement, dès le début, de profiter de sa victoire électorale pour appliquer la réforme du travail et d'autres attaques envers les travailleurs, telles qu'une nouvelle réforme de la prévision sociale. En outre, une détérioration possible de la situation économique mondiale et le début d'une période de décroissance du PIB l'obligeront à avoir à redoubler ces attaques. En même temps, des outils-clefs pour le contrôle des masses, comme le PT et la CUT, ont souffert d'une usure beaucoup plus grande que la figure de Lula.

La lutte des travailleurs de Volkswagen contre les licenciements dans l'usine de São

Bernardo et d'autres luttes qui ont eu lieu dans le pays indiquent que les travailleurs brésiliens ne sont pas disposés à accepter passivement ces attaques et qu'ils réagiront. La perspective la plus probable est donc que le second mandat de Lula soit marqué par des chocs beaucoup plus forts entre le gouvernement et les travailleurs et par une avancée beaucoup plus grande dans l'expérience des travailleurs avec le Front Populaire.

Dans cette perspective, l'espace électoral gagné par le Front de Gauche, avec la participation du PSTU, ainsi que la construction et la croissance de Conlutas, montrent qu'on est déjà en train de forger les outils qui permettront aux travailleurs d'être plus forts dans cette lutte.

### **Glossaire :**

CUT	<i>Central Única de Trabalhadores</i> , l'organisation syndicale actuellement mise en question par CONLUTAS
FHC	Fernando Henrique Cardoso, ex-président
HH	Heloísa Helena
PCB	<i>Partido Comunista Brasileiro</i> , le parti communiste historique, né en 1922.
PDT	<i>Partido Democrático Trabalhista</i> , un parti nationaliste qui revendique Getulio Vargas
PFL	<i>Partido da Frente Liberal</i> , le parti libéral
PSDB	<i>Partido da Social Democracia Brasileira</i> , la social-démocratie
PSOL	<i>Partido Socialismo e Liberdade</i> , née en 2005 autour de parlementaires de l'opposition dans le PT
PSTU	<i>Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado</i> , la section brésilienne de la LIT-QI
PT	Partido do Trabalho, un parti né des luttes syndicales des années 80

## Front de Gauche : une alternative pour les travailleurs

La candidature présidentielle de Heloísa Helena, pour le Front de Gauche PSOL-PSTU-PCB, a permis de stabiliser une intention de vote de 9%, à quelques jours des élections. Dans quelques états comme Alagoas, d'où provient Heloísa, Rio de Janeiro et Rio Grande do Sul, les pourcentages sont encore plus grands. Si ce pourcentage se maintient, cela signifierait l'obtention d'environ dix millions de voix pour l'ensemble du pays.

La première conclusion est que le Front est parvenu à casser la fausse polarisation entre les deux principaux candidats soutenus par la bourgeoisie et l'impérialisme (Lula et Alckmin) et à créer une alternative de gauche pour les travailleurs et le peuple dans ces élections. Même à des moments où Lula paraît être un « aspirateur de voix » des travailleurs et du peuple, le Front de Gauche s'est montré capable de disputer une portion, minoritaire mais de masses, dans ces secteurs. C'est ce qu'expriment les enquêtes d'intention de vote, analysées par secteur social.

Il s'agit d'un fait très important. D'une part, un vote important en faveur du Front de Gauche créera de meilleures conditions pour les luttes futures contre le gouvernement de Lula. C'est quelque chose qui se manifeste déjà maintenant : le soutien de Heloísa Helena et du Front de Gauche aux travailleurs de Volkswagen a fortifié leur lutte et la même chose est arrivé avec les travailleurs métallos de Volta Ronde qui viennent de récupérer leur syndicat.

D'autre part, ce vote donnera une base beaucoup plus vaste à la tâche de construire l'alternative ouvrière et socialiste dont ont besoin les travailleurs brésiliens. De ce point de vue, le Front est devenu une référence pour des milliers de combattants qui avaient été très

démoralisés après l'« échec » du PT et du gouvernement de Lula comme outils pour le changement.

C'est pourquoi, le PSTU a été le premier promoteur de la formation de ce Front et réalise aujourd'hui une campagne électorale active dans tout le pays pour promouvoir cette alternative.

### Le caractère actuel du Front

Toutefois, certains courants plus petits de gauche au Brésil et d'autres en Amérique Latine critiquent cette politique en affirmant que cette coalition électorale est, en réalité, un « front populaire alternatif », situé à peine un peu à gauche de Lula. Dans cet article, nous voulons répondre à ces critiques.

D'abord, il faut souligner que le Front de Gauche est une coalition électorale entre des partis de caractéristiques différentes. Par exemple, le PSTU revendique la stratégie de la révolution socialiste tandis que le PSOL affirme la possibilité « d'approfondir la démocratie », c'est pourquoi ce dernier se centre sur l'activité électorale et parlementaire.

Sous un autre aspect central, le PSTU défend comme un principe la nécessité de l'indépendance politique de la classe des travailleurs tandis que le PCB et les courants majoritaires du PSOL sont disposés à établir des accords avec un parti bourgeois, c'est-à-dire à construire un nouveau front populaire.

Cette bataille a eu lieu avant la constitution du Front. Par exemple, la proposition initiale de HH était de former une coalition électorale qui inclurait le PDT, un parti bourgeois qui essaye de se situer à « gauche » du gouvernement de Lula. L'exigence que dans le Front il n'y ait aucun parti ni aucune figure de la bourgeoisie a donc été une des conditions exigées par le PSTU pour sa participation et figure dans l'accord de constitution du Front. Cela se manifeste aussi

dans le manifeste électoral conjoint qui dit : « *Ont leur place dans ce Front : les travailleurs, les chômeurs, les millions d'hommes et de femmes qui se trouvent dans l'économie informelle, en vivant difficilement de leur travail, les organisations politiques et sociales des travailleurs, les activistes indépendants* ».

Sous cet aspect, il est important de souligner un fait : João Fontes, candidat gouverneur de Sergipe pour le PDT, a essayé maintes fois de lier sa candidature pour l'Etat à la figure de HH. Cette attitude a été rejetée dans un manifeste conjoint du PSOL et du PSTU de cet Etat qui dit : « *Le PDT de João Fontes est un de ces partis de la bourgeoisie... Le Front de Gauche a donc décidé au niveau national que le PDT ne devait pas faire partie de son spectre d'alliances* ». C'est pourquoi, il est complètement faux de dire que le Front de Gauche est aujourd'hui un Front Populaire.

### Les polémiques à l'intérieur du Front

En même temps, nous devons indiquer que les figures les plus visibles du Front, comme HH et le candidat vice-président, expriment souvent des propositions propre d'un front populaire ou contraires à l'accord relatif au programme et leur caractère anti-impérialiste et socialiste « ample ». C'est pourquoi, la bataille continue contre les intentions de transformer la coalition électorale en un front populaire, que ce soit par sa composition ou par son programme.

Chaque fois que les principales figures du Front ont dépassé les marges des accords, le PSTU a publiquement polémique depuis son journal ou sa page web, à travers des déclarations de ses candidats, etc..

Il en a été ainsi dans le cas de la proposition de HH et de César Benjamín, que la principale

mesure pour promouvoir le développement du Brésil était de baisser le taux d'intérêt. Par différents moyens, le PSTU a polémique que les mesures nécessaires pour un véritable développement brésilien devaient commencer par en finir avec la domination impérialiste dans le pays, à cesser de payer la dette externe et à rompre avec le FMI.

Il en est de même concernant la question de la réforme agraire, concernant laquelle HH a déclaré, dans un programme de télévision, qu'elle devait se limiter aux terres improductives et se faire "dans les cadres de la loi". Dans un article d'*Opinião Socialista* 270, Mariucha Fontana, membre de la direction nationale du PSTU, a exprimé qu'une véritable réforme agricole pourrait être menée à bien seulement en commençant par les grandes propriétés productives et les plus riches, et avec des méthodes de lutte, comme les occupations de terres et les expropriations, qui entrent en contradiction avec la Constitution de la bourgeoisie.

D'autres polémiques importantes ont eu lieu sur le sujet de l'avortement, sur la politique face à la nationalisation des hydrocarbures en Bolivie, sur la suspension d'un crédit de l'Etat à Volkswagen face à la menace de fermer l'usine de São Bernardo, etc.

Autrement dit, dans le cadre d'un militantisme électoral actif et loyal dans le Front, le PSTU a maintenu sa totale indépendance politique et relative au programme, et lutte de façon permanente contre la constitution d'un « futur front populaire ».

### **Une tâche difficile mais nécessaire**

Ces polémiques sont suivies avec intérêt par l'avant-garde qui participe au Front et le soutient, et qui tire des conclusions sur les propositions de chacun des partis qui le composent. Mais pour le secteur de masses qui va voter pour HH, la définition est plus simple : ils la voient comme une figure combative et d'opposition par la gauche à Lula. Et la rupture

de cette portion minoritaire du mouvement de masses est très progressive, pour tout ce que nous avons déjà indiqué.

La participation au Front de Gauche a permis au PSTU d'ouvrir un dialogue politique avec des millions de travailleurs et de toucher un secteur qui multiplie plusieurs fois son influence électorale historique (0,5 %). Ce fait lui donne des possibilités beaucoup plus grandes de se construire et de gagner une portion de l'avant-garde pour les positions révolutionnaires. Il est évident que la participation au Front est une tâche contradictoire et pleine de pressions. Il est toutefois mille fois préférable de se construire dans ce dialogue vif avec une portion du mouvement de masses que d'adopter l'attitude beaucoup plus facile, mais aussi beaucoup plus stérile, d'exposer, comme une litanie, les principes et le programme pour un auditoire petit mais fidèle.



## Conlutas : C'est l'heure d'unifier les luttes des travailleurs

Dans un autre article de cette édition de Courrier International, nous indiquons que la crise de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs) est beaucoup plus avancée que l'usure de la figure de Lula. Son adhésion inconditionnelle au gouvernement l'a mené à s'opposer de manière croissante aux nécessités des travailleurs et ceci a provoqué un processus presque continu de rupture de beaucoup de syndicats. Une partie de ces syndicats, d'oppositions syndicales, d'organisations paysannes, sociales et estudiantines, qui représentent une base de presque 1.800.000 travailleurs, ont fondé Conlutas (Coordination Nationale de Luttes), dans un Congrès qui a eu lieu au mois de mai 2006.

Depuis lors, le processus de rupture avec la CUT a continué et s'est approfondi. Des syndicats importants, comme celui des enseignants de Rio de Janeiro, ont décidé leur rupture. Dans le syndicat métallo de Volta Ronde (Rio de Janeiro), siège d'une grande sidérurgie et symbole des luttes contre la dictature et les privatisations, une liste qui postulait la rupture avec la CUT a gagné les élections. Dans la région minière du Vale do Rio Doce (Minas Gerais) aussi, une liste combative, identifiée avec la CONLUTAS, a gagné les élections. Dans le secteur pétrolier, plusieurs syndicats, qui représentent 40% des délégués au congrès, ont rompu avec la direction proche du gouvernement de la FUP (Fédération Unique des Pétroliers) et ont constitué le FNP (Front National Pétrolier). Certains de ces syndicats ont déjà adhéré à Conlutas et d'autres examinent cette possibilité.

En même temps, quelques luttes importantes des travailleurs publics, de métallos et d'autres secteurs ont lieu dans le pays. Dans ce cadre a eu lieu, entre les

18 et le 20 août, la première réunion de la Direction Nationale de Conlutas depuis la fondation de cet organisme. Nous présentons ici le reportage effectué par *Opinião Socialista*, le journal du PSTU, à Zé Maria d'Almeida, membre de cette direction, dans lequel il évalue les résultats de la réunion et les tâches décidées.

### ***Opinião Socialista - Quelle bilan fais-tu de la réunion de la Direction Nationale de Conlutas ?***

Zé Maria - Cela a été une réunion très importante, représentative, qui a réuni environ 100 dirigeants et activistes de 53 syndicats, 13 oppositions syndicales, six mouvements populaires de la ville et de la campagne et deux organisations estudiantines, issus de 12 Etats. Nous avons examiné le cadre politique et nous avons défini une orientation. Il est important de souligner que nous commençons aussi à construire les conditions pour répondre aux demandes des mouvements populaires.

### ***OS - Quelles ont été les principales discussions et les résolutions de la réunion ?***

Zé Maria - En même temps que nous allons poursuivre les campagnes que nous menons déjà contre le « Super Simple » [projet d'élimination de droits du travail pour les travailleurs des petites entreprises], pour l'annulation de la réforme de la prévision sociale, contre le paiement des dettes externe et interne, etc., la réunion a décidé de faire un effort pour unifier les campagnes salariales en cours des fonctionnaires nationaux, des travailleurs des secteurs pétroliers, bancaires, métallos, des travailleurs de la Poste et d'autres syndicats. Nous allons faire un journal massif adressé à la base de ces syndicats en les appelant à rejoindre le jour de lutte déjà convoqué par les fonctionnaires, le 5 septembre.

L'objectif est de faire de cette date un jour de lutte de tous les syndicats qui sont en campagne salariale.

### ***OS - Quels organismes des mouvements populaires ont participé à la réunion ?***

Zé Maria - Ont été présentes : des représentations du MTL (Mouvement Terre et Liberté), du MUST (Mouvement Unifié des Sans-Toit de São José dos Campos) et de l'Association Ouest de Diadème (qui sont déjà dans Conlutas depuis quelque temps), ainsi que des représentations du MLST (Mouvement de Libération des Sans Terre), du MPRA (Mouvement Populaire pour la Réforme Agricole) de Minas Gerais, du MTST (Mouvement des Travailleurs Sans-Toit) de São Paulo, qui ont commencé à organiser un groupe de travail qui va s'occuper de la lutte dans ce secteur. Il y a, à l'heure actuelle, plusieurs processus de luttes de ces mouvements, dans la ville et à la campagne, auxquels Conlutas participe activement. La réunion a aussi permis d'avancer dans le renforcement de la structure elle-même de la coordination, et on est en train de faire les pas nécessaires pour le registre et la légalisation de Conlutas comme une centrale à caractère syndical et populaire, selon la résolution du Conat.

La réunion a aussi examiné le renforcement du travail des oppositions syndicales et l'appui à la lutte des peuples libanais et palestinien. Il y a aussi eu un très bon débat sur la politique de réparation [pour 400 ans d'esclavage] et de quote-part pour les noirs et noirs. Nous avons débattu aussi des finances de Conlutas, en insistant pour que les organismes, principalement les syndicats, qui disposent de davantage de ressources, contribuent régulièrement.

## Où en est-on ?

Un millier de personnes ont participé à la manifestation nationale ce 23 septembre pour la huitième commémoration de la lutte de Sémira Adamu (finalement assassinée lors de sa sixième tentative d'expulsion en 1998). La présence de Diallo Hawa dans le cortège, rescapée d'une tentative d'expulsion musclée il y a un mois avec son enfant, témoignait de l'actualité et de la vivacité de cette politique de répression. Huit ans plus tard, environ 150.000 hommes, femmes et enfants vivant en Belgique sont toujours dits « illégaux » et soumis à un régime politique d'exception, digne de régimes dictatoriaux : arrestations, incarcérations, humiliations, tortures et expulsions. Nous ne pouvons pas accepter cela, et la lutte déclarée et déterminée contre cette politique est notre seule garantie de victoire.

### L'état du mouvement des sans-papiers

Certains manifestants se demandaient pourquoi il n'y avait « que » 1.000 manifestants ce 23 septembre, alors « qu'on était 15.000 en juin ». Il est clair que la situation est bien différente, mais en expliquer les causes et en tirer les conclusions n'est pas si simple. Et cela mériterait une discussion ouverte au sein de l'UDEP, l'élaboration d'un bilan, pour pouvoir en ressortir un mouvement plus unis et plus fort. Nous avançons ici cependant quelques éléments et notre point de vu.

Avec la création de l'UDEP, l'organisation « par et pour les sans-papiers » pour « la régularisation de tous les sans-papiers », le mouvement avait pris une large ampleur lors de la manifestation pour dénoncer l'accord entre Fédasil et le Petit Château et pour la libération du porte-parole de ce centre ouvert en août 2005. Pour la première fois des milliers de personnes, avec et sans papiers, défilaient cote à cote dans la rue. On a pu remarquer aussi un bloc de sans-papiers dans la manifestation de la grève générale du 28 octobre, en



solidarité avec les travailleurs « légaux » qui s'opposaient à une réforme du « marché de travail » avec le mot d'ordre tout à fait correct « Avec ou sans



papiers, nous sommes tous des travailleurs ! ». L'occupation de l'église St-Boniface et les nombreuses mobilisations contre l'enfermement des enfants, pour la libération de sans-papiers des centres fermés, etc. ont permis d'obtenir la libération de plusieurs et la régularisation pour un an des occupants. Avec cette dernière victoire, le message est apparu clairement pour beaucoup de sans-papiers, et une quarantaine d'occupations spontanées ont émergé à travers tout le pays. Ces éléments inédits ont été positifs pour la croissance et la force du mouvement.

Par contre, ce qui a posé problème, et *Presse Internationale* n'a pas cessé de présenter ses critiques à ce sujet, se sont les revendications qui ont petit à petit évolué à partir de la mise en place de la « Loi UDEP ». A partir de ce moment, il a été question non plus de lutter pour la régularisation de tous, mais de réfléchir sur des critères *acceptables*

pour la régularisation. Dans les faits, il s'agissait de savoir qui avait droit *ou non* d'être régularisé. Et pour ceux qui participent de près ou de loin au mouvement, on se rend facilement compte qu'il s'agit d'une base solide de division au sein des relations de groupes déjà très difficiles à mener quotidiennement. Avec la loi dite UDEP, il ne s'agissait déjà plus que de faire du lobby sur des parlementaires pour des « critères clairs et permanents ».

Tout d'abord cette revendication est dangereuse parce qu'elle n'a aucun contenu, on peut lui faire prendre n'importe quelle forme, et c'est pour cette raison que tous les partis politiques de la bourgeoisie l'ont adopté, sans oublier toutes les associations indirectement ou directement à leur service. Le mouvement était dans une impasse, il avait une autre fin, tous les yeux étaient rivés sur les promesses des parlementaires. Dans le numéro de juin

de *Presse Internationale* nous disions : « Cette étape parlementaire est contradictoire parce qu'elle est pleine d'espoirs, mais également pleine de dangers. » Et nous rajoutions, « face à cet espoir, ce sera le désespoir de ceux qui resteront sur le carreau, avec le risque de démobilisation. » Alors que le mouvement avait une force potentielle énorme, la réponse du gouvernement a été une réforme de la procédure d'asile qui rendra encore plus difficile la possibilité de régularisation et, le 4 juillet, l'évacuation des 48 occupants de l'église Notre-Dame Immaculée à Anderlecht et leur incarcération dans des centres fermés. La désillusion, accompagnée de découragement, a mené effectivement à la démobilisation.

### **Le gouvernement ne veut pas régulariser**

Le problème n'est pas d'écrire une loi, le gouvernement a plein de fonctionnaires à son service pour en produire tous les jours. Le vrai problème est que le gouvernement ne veut pas régulariser les sans-papiers parce qu'ils rapportent beaucoup trop d'argent, sans même pouvoir prétendre à une quelconque allocation sociale. 20% de notre économie fonctionne sur le travail « en noir », et les sans-papiers en assurent une bonne partie à bas prix et sans droits. Dans le secteur du nettoyage, de l'Horeca, des soins de santé ou du bâtiment, les patrons en tirent trop de profit pour que les partis bourgeois ne lèvent le petit doigt. Les choses sont ainsi dans une société capitaliste, même si on nous dit qu'on vit en « démocratie » et que les politiciens au gouvernement ont l'air sympathique ou « progressiste ». M. Boukourna, député fédéral du PS, pouvait bien venir saluer les occupants d'une église, mais en avril il a voté contre une motion progressiste pour le mouvement, en chœur avec son parti. Zoé Genot (ECOLO) a fait de même à l'époque où son parti était dans la majorité. Sous l'injonction du cabinet dirigé par Isabelle Durant, elle a retiré sa question parlementaire sur les politiques d'expulsions, adressée au ministre de l'intérieur. C'est d'ailleurs le gouvernement arc-en-ciel qui a inauguré les vols charters pour les expulsions collectives, plus sûrs et moins coûteux. Enfin, ce sont ces partis qui portent la

responsabilité des 15.000 expulsions qui ont eu lieu depuis 1998.

En réalité, le gouvernement applique brillamment les directives négociées au niveau européen. Celles-ci consistent premièrement en la gestion des flux de main-d'œuvre selon les pénuries conjoncturelles. Autrement dit, le projet d'Europe forteresse n'est donc pas contre toute immigration, mais il est pour une immigration choisie, bien sélectionnée selon les besoins de la bourgeoisie européenne. Deuxièmement, les directives sont pour la fermeture totale des « frontières extérieures », avec un dispositif de répression adéquat centralisé. Ce qui n'est pas contradictoire avec la première. En fait, les dirigeants européens veulent maintenir cette immigration dans l'illégalité, afin de faire pression sur tout le « marché du travail », sur tous les travailleurs, avec ou sans papiers.

### **Quel chemin pour des victoires ?**

Concentrer son attention sur le parlement ne peut que créer des illusions sur le caractère des partis de la bourgeoisie. Les campagnes électorales ne peuvent une fois de plus qu'apporter une confusion sur le rôle de ces partis et la formation de listes de sans-papiers pour avancer vers des négociations individuelles plus ou moins isolées n'est pas une réelle solution. La seule issue pour arracher des victoires et gagner des régularisations est de gagner un rapport de force, de mobiliser sur des bases solides.

Toute forme de division, selon la loi du « diviser pour régner », est au service du gouvernement. Que ce soit par l'élaboration de critères, par la formation de listes (qui ne peuvent aboutir qu'à une sélection), par son retrait dans les intérêts de sa propre communauté, ou encore en se réfugiant dans des critères juridiques définis par le gouvernement lui-même : réfugiés, demandeur d'asile, clandestin, etc. Il est parfois difficile de percevoir l'origine de cette division, mais seule la lutte avec comme principe la revendication originelle de l'UDEP peut surmonter ces obstacles :

**« Pour la régularisation de tous les sans-papiers ! »**

Que ce combat soit long et difficile, c'est évident. Mais sur ce chemin, le mouvement doit avancer d'autres

revendications plus immédiates, de première nécessité, pour gagner des luttes, pour améliorer la condition des sans-papiers, pour donner du courage à chacun en montrant qu'on est plus fort ensemble, pour renforcer le mouvement lui-même. C'est avec des « petites » victoires tangibles qu'on sera plus fort. L'accord entre Fedasil et le Petit Château a pu être reporté (empêchant la police d'arrêter des personnes à l'intérieur) et des sans-papiers ont pu être libérés des centres fermés par la mobilisation. Le combat est difficile, mais il faut l'accepter, puisqu'on a pu remarquer que seule la lutte paie. Continuons dans cette voie !

### **Défendre les combattants**

Comme provocation et pour juger de la force du mouvement, le gouvernement a contre-attaqué en arrêtant ceux d'Anderlecht. Une occupante et sa fille se sont fait expulser ce 22 septembre. D'autres expulsions ont jusqu'à présent échoué. Il y a urgence. Si nous ne sommes pas capable de défendre nos camarades de lutte, si nous ne sommes pas capable de les libérer, on peut craindre le même sort pour les autres occupations, et la perte des sans-papiers



les plus dynamiques. La première nécessité est de pouvoir garantir cette victoire, et de se mobiliser pour leur libération, comme l'on très bien fait les occupants de l'église St-Bernard à St-Gilles lors de leurs deux manifestations de cet été. C'est la mobilisation qui a obtenu la libération de Dédé, c'est la mobilisation qui a obtenu la libération de Barry. Tous ensemble, tous ensemble pour :

**« La libération de ceux d'Anderlecht ! »**

### **Qui sont nos alliés ?**

On a compris qu'il ne suffit pas de voter pour les partis qui disent « soutenir les sans-papiers », même s'ils font

d'inévitables promesses pour s'attacher favorablement au dossier de la régularisation. On peut en dire de même pour des associations telle que le CIRE, qui peut éventuellement négocier quelques cas pour gagner de la légitimité, mais qui est directement au service du gouvernement puisqu'il a été créé et est financé par ce dernier.

Comme expliqué ci-dessus, si le gouvernement maintient une partie de la population dans l'illégalité, c'est pour des raisons purement économiques, et plus précisément pour faire pression sur le « marché du travail ». Qu'il ait un emploi ou non, un « sans-papiers » fait partie de ceux qui ne dépendent que de leur propre force pour survivre, ou de la solidarité de leur frère. D'un point de vu social, un « sans-papiers » est donc un travailleur, et il fait partie de la classe des exploités. On peut même dire qu'actuellement en Belgique les « sans-papiers » représentent le secteur le plus exploité de notre classe. A partir du moment où l'analyse considère les sans-papiers comme des « citoyens » (ce que font beaucoup d'association de « soutien »), et non comme des travailleurs, on voile nécessairement l'essentiel de la question. Et c'est cela qui en fin de compte a détourné le mouvement de ses objectifs d'origine. Si les sans-papiers organisés ont inévitablement besoin de soutien, ils ne

pourront atteindre une totale victoire qu'en comptant sur eux-mêmes, sur leurs propres organisations, et sur les organisations qui défendent les intérêts



*Lors de l'occupation de St-Boniface, des sans-papiers soutenaient Maria Vindevoghel (délégué CSC), lors de son procès pour activité syndicale.*

de leur classe en tant que tels. Comme le scandaient les sans-papiers de l'UDEP lors de la manifestation le jour de la grève générale, cette alliance de classe s'est traduite par le mot d'ordre :

**« Avec ou sans papiers, nous sommes tous de travailleurs ! »**

La route est longue, mais pour arracher des victoires et en finir véritablement avec ce régime dictatorial du gouvernement, les sans-papiers auront besoin de la puissance des méthodes de luttes de notre classe, telle que la grève ou les occupations d'usines et de chantiers, etc. C'est par une lutte

tenace, parfois sanglante, que nos aïeux ont sorti les enfants des mines, aujourd'hui sortons les enfants des centres fermés, avec des bulldozers s'il le faut !

Il est temps de resserrer des liens avec les rares syndicalistes combattifs qui étaient présents aux mobilisations des sans-papiers. Il s'agit d'exiger aux bureaucrates syndicaux, par la pression de la mobilisation, de donner accès légalement au travail pour tous et de commencer par affilier tous les travailleurs pour offrir un minimum d'assistance juridique.

Continuons le travail de coordination avec les autres organisations d'immigrants et de sans-papiers à l'étranger. La politique d'immigration de la bourgeoisie est plus que jamais internationale, il est nécessaire de pouvoir y répondre par une politique et des actions internationales.

Mais il faut avant tout que chacun s'engage pleinement dans le mouvement, que chacun construise l'organisme national de lutte qu'est l'UDEP. Pour cela, il est indispensable que des rencontres de discussions sur les stratégies du mouvement soient organisées, des rencontres où chacun puisse s'exprimer en toute liberté de telle sorte qu'une décision puisse s'en extraire et être respectée.

## Rencontre internationale

Ce 24 septembre a eu lieu la deuxième rencontre internationale avec l'UDEP, la CNSP (France) et ATRAIE (Espagne). Des camarades de Grande-Bretagne et des Etats-Unis ont envoyé un message de soutien, et le Comitato Immigrati (Italie) a excusé sa présence.



Voici brièvement les décisions qui ont été prises :

- 1) L'élaboration d'une motion pour dénoncer la complicité des chefs d'Etat africains avec l'Union européenne.
- 2) Une déclaration commune présentant un plan de lutte à envoyer aux autres organisations de sans-papiers.
- 3) La possibilité, pour l'UDEP et la CNSP, d'une action commune à la frontière franco-belge.
- 4) L'organisation d'une manifestation internationale décentralisée en 2007.
- 5) Une prochaine rencontre internationale en France en décembre 2006, avec Comitato Immigrati.

**CNSP** : <http://pajol.eu.org/>

**ATRAIE** : <http://www.nodo50.org/atraie/>

**Comitato Immigrati** : <http://www.clandestinos.it/associazioni/comitatoimmigrati/default.asp>

**USA : Grass roots global justice** : <http://www.ggjalliance.org/>

**UDEP** : <http://www.udep.org>

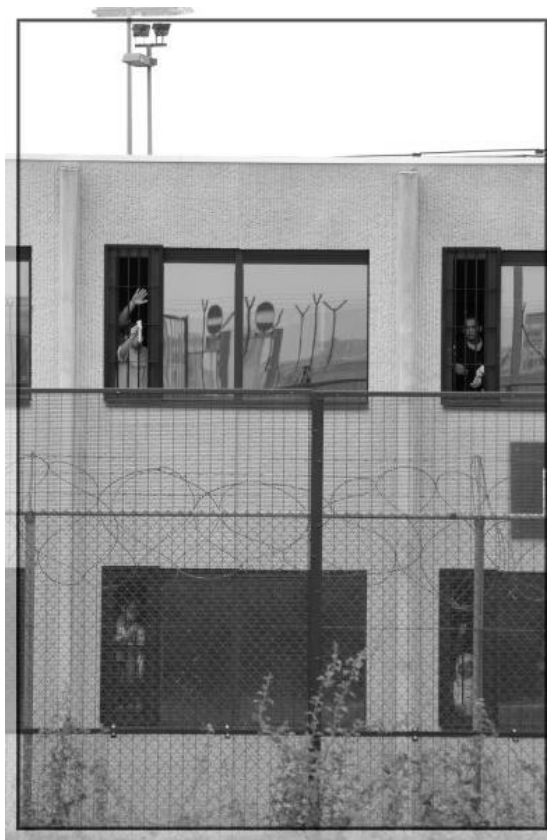
**CRER** : <http://regularisation.canalblog.com/>

**FLOC – Farm Labor Organizing** : <http://www.floc.com/>

### Le vrai visage de l'Etat belge : enfermements, tortures et expulsions

Ci-dessous deux exemples de cette trop vive actualité :

- **Mme MAZOA KABU et sa fille de 6 ans, Tumba**, ont été raflées le 4 juillet à l'église d'Anderlecht et emmenées au centre fermé 127 bis. L'enfermement d'enfants est répandu en Belgique et cause à ceux-ci de graves traumatismes psychologiques. Le 7 septembre, lors de la première tentative d'expulsion, les 6 policiers ont tenté de séparer la mère de son enfant en la frappant violemment et en menaçant : « *ceci est notre pays... on fera ce qu'on veut avec toi...* ». L'évacuation ayant échoué grâce à la résistance de la mère, les policiers promettent : « *la prochaine fois, on t'emballera comme une saucisse.* » Le 22 septembre, Mme MAZOA KABU et sa fille ont été expulsées de force vers Kinshasa alors que leur dossier devait passer le 27 septembre devant la Chambre du Conseil.
- **Roseline Koulibaly Yewalegnon (50 ans)** sortait d'un cours de néerlandais, le 14 septembre à 12h, lorsqu'elle fut arrêtée par une patrouille de police qui l'attendait. Au commissariat de De Haan, elle refusa de signer le formulaire de « rapatriement volontaire ». Elle craint pour sa vie si elle retourne en Côte d'Ivoire et spécialement à Daloa, la ville dont elle est originaire. Les policiers en colère devant ce refus l'emmenèrent dans une pièce et fermèrent la porte. Après avoir également fermé les fenêtres et les rideaux pour qu'il n'y ait pas de témoins, après avoir enfilé leurs gants noirs pour qu'il n'y ait pas de traces, Rosaline, qu'ils maintiennent en lui tordant le bras, est tombée par terre. Pour qu'on ne puisse pas l'entendre crier, les policiers lui ont mis un sac sur la tête. Ils l'ont battu violemment. Les policiers étaient au nombre de 7. Ensuite, une fois qu'elle ne bougeait plus, ils l'enfermèrent dans un cachot. Le lendemain elle fut conduite en civière...au Centre Fermé de Brugge.



### R A S S E M B L E M E N T

*Pour la libération de ceux  
d'Anderlecht*

### T O U S L E S L U N D I S

De 11 à 12h

Devant le CGRA

Bd du Roi Albert II, 6 - Bruxelles

## Libérez *tous* les prisonniers politiques



